

Sud-Est asiatiques était évaluée à un peu plus de 600 millions. Elle serait maintenant d'au moins 750 millions d'après les recensements effectués dans nombre de pays au cours de l'année dernière. Du fait de cette cadence imprévue dans l'augmentation de la population, le revenu par personne n'a pas progressé autant que la production.

La question des marchés

Il y a eu aussi d'autres difficultés: l'instabilité des prix des principales denrées d'exportation sur les divers marchés mondiaux; insécurité et dissensions intestines dans quelques pays; tendance à l'inflation et pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans nombre de pays. Le problème des marchés et des prix des produits d'exportation a pris une plus grande place que d'habitude dans les délibérations du Comité consultatif. Divers pays de la zone dépendent de l'exportation d'un ou deux produits de base, d'où une extrême vulnérabilité de leur économie aux fluctuations mondiales des prix. Les représentants de ces pays ont fait valoir au Comité consultatif qu'au cours de la décennie passée les prix de leurs exportations ne s'étaient pas élevés dans la même mesure que ceux des marchandises qu'ils doivent importer; aussi le terme de l'échange des pays du Sud-Est asiatique était-il demeuré défavorable, dans l'ensemble.

Étudiant la coopération entre les pays assistants et les pays assistés, le Comité consultatif a noté que, depuis la création du Plan de Colombo, les pays n'appartenant pas à la zone avaient mis à la disposition des pays du Sud et du Sud-Est asiatiques à peu près 10 milliards de dollars, sous forme d'aide financière ou autre. La valeur de l'aide reçue en 1960-1961 dépassait \$1,500,000,000. Ces sommes ne tiennent pas compte de ce que l'entreprise privée a contribué en capital, en expérience ou en techniques, ni des versements considérables provenant des institutions internationales telles que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Société financière internationale, l'Association internationale pour le développement et les organismes d'assistance technique des Nations Unies. La part du Canada pour les dix années a été de \$332,000,000.

Coopération technique

A la dernière réunion du Comité consultatif, la coopération technique entre les membres a fait l'objet d'une attention toute spéciale. D'après un rapport au Comité, 31,000 personnes ont bénéficié de stages de formation organisés dans le cadre du Plan de Colombo depuis 1950, et 14,000 spécialistes ont été envoyés dans les pays de la zone par d'autres pays membres et par des organismes internationaux. Le rapport sur l'assistance technique note que, de plus en plus, les pays de la zone sont en mesure de se prêter une assistance technique mutuelle. Neuf pays du Sud et du Sud-Est asiatiques figurent maintenant sur la liste de ceux qui peuvent dispenser une telle aide. Le Comité souhaite que chaque pays fasse le relevé de l'assistance technique nécessaire pour son programme de mise en valeur, et que le résultat soit porté à la connaissance du Comité à sa prochaine réunion.